

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

MATAHITI 29° S. N° 15.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana maia 13 operera 1872.

Prix de l'abonnement (papete d'office):

Un mois 10 francs
Six mois 50 francs
Trois mois 25 francs
Un an 100 francs

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRISEUR DU GOUVERNEMENT.

Prix des Annonces (ou remplacements):

Les 20 francs 20 francs
Au-delà de 20 francs 16 francs
Les annonces renouvelées se paient la moitié du prix de la première insertion.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Communication du Commandant Commissaire de la République invitent à ouvrir des négociations pour le paiement de l'indemnité de guerre. — Ordonnance instituant à la révolte un chef indigène et nommant ses compagnes. — Décret ouvrant certains ports au bâtiment qui trait et charge des marchandises. — Ordre du ministre de l'Intérieur portant sur l'ordre de port de Papenir. — Décision nommant un élève interne. — Notificat. etc.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Bulletin télégraphique. — La direction des tutelles. — Les dernières nouvelles indigènes. — État administratif des chefs, châtiment et motif des îles Tumotu. — Inscription pour le paiement de l'indemnité de guerre. — Annonces hydrographiques. — Mouvements des ports de Papete et de Papenir. — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE

Souscription pour l'indemnité de guerre

Le Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, invite MM. les chefs d'administration, de corps et de service, ainsi que les Français résident à Tahiti, à ouvrir des souscriptions pour le paiement de l'indemnité de guerre.

Dans toute la France, un généreux don s'est emparé de la population. Chaque habitant veut contribuer à la délivrance du territoire envahi et encore occupé par l'ennemi. La marine et l'armée rivalisent de générosité pour arriver à ce résultat, objet de leurs vœux les plus ardens.

Ce noble exemple trouvera, il en est persuadé, de nombreux imitateurs dans la colonie. Chaque Français, militaire ou civil, se fera un devoir, quelles que soient sa position et sa fortune, de contribuer à cette œuvre patriotique.

C'est une dette d'honneur que chacun doit acquitter, quand la patrie opprimée réclame son assistance.

La présente circulaire sera mise à l'ordre du jour et publiée au *Messager de Tahiti*.

Papeete, le 8 avril 1872.
GIRARD.

Nous, POMARE IV, Roi des îles de la Société et dépendances, et le Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes,

ORDONNANCES :

L'indigène Vaitearata, chef des îles Kaukura, Arutua, Apatsiki, Nua (Tumotu), est mis à la retraite pour ancéniété de services et sur sa demande.

Il jouira d'une pension annuelle de 130 francs.

La présente ordonnance, qui aura son effet à compter du 1^{er} avril courant, sera communiquée et enregistrée partout où sera besoin.

Papeete, le 4 avril 1872.

GIRARD.

Nous, POMARE IV, Roi des îles de la Société et dépendances, et le Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes,

ORDONNANCES :

L'indigène Tainoa, dit Puta, est nommé chef des îles Kaukura, Arutua, Apatsiki, Nua, (Tumotu), en remplacement du chef Vaitearata, mis à la retraite sur sa demande.

La présente ordonnance, qui aura son effet à compter du 1^{er} avril courant, sera communiquée et enregistrée partout où sera besoin.

Papeete, le 4 avril 1872.

GIRARD.

Prix de l'abonnement (papete d'office):

Un mois 10 francs
Six mois 50 francs
Trois mois 25 francs
Un an 100 francs

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRISEUR DU GOUVERNEMENT.

Prix des Annonces (ou remplacements):

Les 20 francs 20 francs
Au-delà de 20 francs 16 francs
Les annonces renouvelées se paient la moitié du prix de la première insertion.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Considérant l'extension que la vente des oranges a prisée dans la colonie et les avantages qu'elle offre à la population;

Vu la nécessité d'en favoriser le développement, en ouvrant aux navires du commerce les ports où elle s'effectue le plus habilement et où la surveillance de l'administration peut s'opérer sans difficulté;

Vu l'acte du Protecteur en date du 9 septembre 1862 en ce qui concerne la police des ports,

INSTRUCTIONS :

Art. 1^{er}. Les ports de Vaiava, Taravao (port Phastion) et Papenir sont ouverts aux bateaux qui vont y charger des oranges.

Les dispositions de notre décision du 7 août 1871 relatives au port de Papenir (Mataie) leur sont applicables, ainsi que celles des règlements de port en ce qui concerne les mesures de police.

Art. 2. Le maître de port de Papenir est chargé de la surveillance et de la police des ports précisés.

Art. 3. La présente décision sera publiée au *Messager de Tahiti*, insérée au *Bulletin officiel* et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 9 avril 1872.

GIRARD.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

INSTRUCTIONS :

Le bureau de poste de Papeete sera chargé de délivrer aux bateaux munis dans le port et dans ceux qui sont placés sous sa surveillance "Vaiava, Taravao, Papeete" des permis de départ pour Papenir, sur les simples avis de départ qui lui seront donnés par les capitaines, sans attendre le délai de 24 heures fixé par l'arrêté du 10 septembre 1852.

Papeete, le 10 avril 1872.

GIRARD.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu notre arrêté du 4^{me} mars dernier instituant trois classes d'épreuves interprète;

Vu le rapport de la commission chargée de faire subir aux candidats l'examen d'interprète et d'écrire interprète;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes,

ASSENCE ET AFFRANCHISSEMENT :

M. Gadetouane, ayant satisfait aux conditions d'examen exigées, est nommé écrivain d'interprète de 1^{re} classe, à la solde de 1.200 fr. par an.

Le directeur des affaires indigènes est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 avril 1872.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Directeur des affaires indigènes,

DÉCRET.

Par décision de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 29 mars 1872, M. Langomarino (Engino), écrivain de marine, a été nommé chef du 1^{er} bureau de la direction des affaires indigènes, pour remplacer du 1^{er} avril suivant.

Par décision de M. l'ordonnateur en date du 6 avril 1872, M. Saïlot des Noyers est chargé de la conservation des archives de la colonie, en remplacement de M. Langomarino, qui a reçu une autre destination.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 10 avril 1872, l'indigène Taureva a Ruvarue, chef des îles Tumotu, a été nommé caporal militaire au district de Pare, en remplacement de l'indigène Tafona à Matamai.

Cette nomination comprenra à partir du 1^{er} février dernier.

Par ordre en date du même jour, l'indigène Tispaï a Rore a été nommé mitio à pied du district de Pare, en remplacement du mitio le Oopa, désigné pour l'essence quotidienne.

Le cabier des charges relatif à cette entreprise est déposé au secrétariat de l'ordonnateur, où l'on peut en prendre connaissance.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

Il sera procédé le mardi 16 avril courant, dans le cabinet de l'ordonnateur, à Papeete (Tahiti), et par les soins de qui de droit, à l'adjudication sur soumission cachetée de l'entreprise du transport des modèles nécessaires aux services du génie et des ponts et chaussées pendant l'année 1872.

Le cabier des charges relatif à cette entreprise est déposé au secrétariat de l'ordonnateur, où l'on peut en prendre connaissance.

PARTIE NON OFFICIELLE

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

(bulletins émis par le Consulat de San Francisco)

Paris, 22 février. — Le manifeste royaliste, sur lequel on fondait l'espoir d'une fusion entre les conservateurs et les orléanistes, circule encore dans les salons de la droite, à l'Assemblée; mais il n'a pas été publié, et ses auteurs gardent le secret sur ce qu'il contient. Les chefs du mouvement ont adressé aux journaux une note pour assurer que le nombre des signataires augmente et que le document sera publié en temps opportun.

Anvers, 23 février. — M^r Dupinbourg et les ducs de Rohan et de Trémoulin sont arrivés ici. Le nombre des étrangers augmente constamment, et leur présence donne lieu à une vive agitation. Ce soir, les rues sont remplies de marchands et de vendeurs ambulants. De nombreux détachements de police surveillent la ville.

Paris, 23 février. — Le projet de loi dénonçant les pouvoirs du gouvernement sur la presse et dont on avait fait une question de cabinet, a été rejeté par 308 voix contre 295. Il a donné lieu à un débat très animé entre les différents partis. Gambetta a défendu le projet de loi. Jules Simon était en faveur du projet et il a annoncé sa détermination de donner sa démission s'il était rejeté.

M^r de Larcy, ministre des travaux publics, s'est opposé au projet de loi et a voté contre le gouvernement.

Anvers, 23 février. — Les rassemblements continuent. Les rues sont obstruées et il y a grande agitation. Des ondes de la presse révolutionnaire sont dans les rassemblements. On s'attend à des débordements.

Le malotru a lancé une proclamation engageant les citoyens à respecter le comte de Chambord, et finançant que des mesures efficaces ont été prises pour réprimer toute tentative de désordre. Les étrangers rassemblés à Anvers et les habitants de la ville ont continué leurs démonstrations hostiles en vue, mais il n'y a pas eu de débordements sérieux. La pluie a dissipé les rassemblements. Le comte de Chambord a invité ses amis à ne pas venir à Anvers.

Anvers, 23 février. — Le comte de Chambord n'a pas quitté la ville, comme on l'avait dit. Il a été démonté dans les deux villes de France, mais un certain nombre de citoyens sont bien sûr des révolutionnaires. Il a été victime contre le seigneur du comte à Anvers. Les rassemblements dans les rues ont été tumultueux. Les gendarmes ont été vaincus et dispersés à la baïonnette. Aujourd'hui, la tranquillité règne.

La police a été débrouillée.

Paris, 25 février. — Le Temps accueille les événements d'encourageant sincèrement les menées légitimistes pour la restauration de la monarchie.

Anvers, 26 février. — Une députation de Messines est arrivée ici. Elle a été reçue par le comte de Chambord. Il a été déclaré que les députés de divers endroits étaient tous venus pour présenter des demandes spéciales et louangées, mais il n'y a pas eu de débordement.

Le poste d'Anvers a été établi pour empêcher les rassemblements, et intervient immédiatement dans les collisions entre les citoyens et les étrangers.

Anvers, 27 février. — Le comte de Chambord a quitté Anvers et est parti pour la Hollande.

Paris, 27 février. — Le pape a adressé une lettre aux évêques français, leur demandant de supporter le comte de Chambord.

Paris, 28 février. — Le gouvernement, allié au parti national, entre ministres des finances et au succès d'un mouvement anticonstitucional de 500 millions de francs sur l'indemnité de guerre, en faisant la défection de M^r de Lépinay à p. 100, et M^r Pouyer-Quertier doit payer cette somme immédiatement, ce qui permettra de réaliser une économie de 20 millions.

Paris, 28 février. — Trois autres navires de guerre ont reçu l'ordre de croiser dans la Manche, pour garder la côte contre les expéditions bonapartistes. Le comte de Chambord a été affranchi par le peuple à Dordrecht. M^r Fournier est nommé ambassadeur à Rome. L'Assemblée a rejeté le projet de loi qui avait pour objet de lui donner la direction du mouvement pour le paiement de l'indemnité de guerre au moyen de l'émission d'obligations. M^r Lefèvre a toutefois obtenu que les obligations seraient immuniées.

Paris, 29 février. — La commission d'enquête sur les capitalisations entendra le 5 mars une députation du conseil municipal de Meudon qui vient d'arriver à Paris pour déposer contre le maréchal Bazaine. Le Rappel, qui avait été suspendu il y a quelque temps, a repris. Le comte de Chambord a pris des arrangements pour s'établir temporairement à La Haye.

Paris, 1^{er} mars. — Le maréchal Canrobert est arrivé ici. Le prince de Joinville a été renvoyé dans son rang d'amiral et le duc d'Aumale dans celui de général. Le rapport du ministre de la Guerre a été déclenché en faveur du renouvellement des liaisons avec l'Angleterre. Le général Ladmirault menace de donner sa démission de gouverneur de Paris parce que le Rappel a obtenu l'autorisation de réimprimer.

Paris, 2 mars. — Le bref court que les négociations relatives au traité de commerce entre la France et l'Italie ont été interrompues à la suite d'une intervention de la Prusse; cependant les gouvernements français et italien déclarent que la Prusse se soit en rien mêlé de l'affaire. M^r Thiers déclare que la France n'a pas maintenu l'intention de conclusion d'un nouvel arrangement; il dit qu'on a renoncé à la proposition de M^r Ledru-Rollin. La question de l'assemblée, et celle de toute représentation diplomatique à Rome soulevée par les pétitions catholiques, paraissent devoir créer des difficultés au sein du cabinet.

Paris, 3 mars. — M^r Thiers et la commission de l'Assemblée ne sont pas d'accord sur la réduction de la loi qui accorde au gouvernement une autorité plus étendue sur la presse. La commission insiste pour un amendement qui donnerait aux journaux le droit de discuter la Constitution, droit que le Président ne veut pas leur conceder.

Paris, 4 mars. — Le projet de loi qui impose des pénalités sur les membres de l'international a donné lieu à un débat orageux, aujourd'hui, à l'Assemblée. M^r Tolain a défendu l'internationalisme dans un long discours.

Paris, 5 mars. — M^r Thiers, répondant à une députation de gentlemen anglais, leur a dit que la formalité du passeport n'était que temporaire et il leur a promis son appui pour le projet de tunnel. Le préfet du département du Rhône demande des renforts militaires pour maintenir l'ordre monarchique, dit-il, par le développement rapide des clubs d'ouvriers et des sociétés secrètes. Le résultat

de la longue séance du cabinet tenu hier a été la démission de M^r Pouyer-Quertier. Il explique dans sa démission les motifs qui l'ont fait témoigner devant la cour à Rouen en faveur de M^r de Motte, ex-président du département de l'Eure, accusé d'avoir détourné 200.000 fr. souscrits par les ouvriers de L'Anglofer pour soulager les misères des populations françaises après la guerre, et qui a été acquitté. Le Journal Officiel annonce demain la démission de M^r Pouyer-Quertier et la nomination de M^r Gouard au ministère des finances par intérim. M^r Grevy, le vice-président de l'Assemblée, a été nommé au poste de président de la dernière sécession. Le comité du budget a été chargé de négocier avec le ministre de la guerre et à ce sujet l'opposition de M^r Thiers. Celui-ci a reproché au ministre son inactivité, qui embarrasse le gouvernement, et il a déclaré son intention de présenter en question directement devant l'Assemblée. On signale un mouvement pour l'organisation du parti conservateur. On dit que deux régiments qui avaient desserré leurs boutons bonapartistes ont été éloignés de Paris. Le ministre des finances a signé aujourd'hui des traités pour 330.000.000 de francs à titre d'avance sur le petit-panier de l'indemnité de guerre. Le comité de l'Assemblée a conclu favorablement à la confirmation de l'élection de M^r Bonhag. Le duc de Broglie, ambassadeur français à Londres, a informé l'ambassade des affaires étrangères qu'il y a pu d'espousé d'arriver à une entente sur les relations commerciales entre la France et l'Angleterre.

ANGLETERRE.

Londres, 27 février. — Le journal d'actions de grève pour la guérison du prince de Galles a été célébré avec un grand éclat. On estime à 4 millions le nombre des personnes qui ont assisté au cortège et aux diverses cérémonies de la journée. Plusieurs accidents ont eu lieu. Le soir, tous les monuments publics étaient illuminés, ainsi qu'un grand nombre de maisons. Toutes les grandes rues d'Angleterre ont également observé ce jour comme un fête.

Londres, 29 février. — Cette audience, un incroyable a eu lieu dans la grande salle de la Banque, tandis qu'elle se promenait en visite à Corporation Hill. Il a été promptement arrêté. L'agitation causée par la nouvelle de cet attentat est intense. On s'arrache les suppléments des journaux qui rendent compte de l'affaire. Les rues sont pleines de gens qui discutent avec animation. Voici en substance la version officielle communiquée au Parlement par lord Granville : Soit, à cinq heures et demie, au moment où la voiture de la reine s'arrêtait à la porte du palais de Buckingham, un jeune homme courut à la partie et brisa le canon d'un pistolet et à la hauteur de la tête de la reine. Sir Mark Napier fut tué pour éviter la balle; mais le coup fut mal placé. L'assassin avait à la main des papiers ordinaires et la mise en liberté des prisonniers futur et errait à la reine de la signer, en menaçant de la tuer si elle n'obéissait pas. On se saisit de lui et, quand il fut dans l'impossibilité de faire, on découvrit que son pistolet n'était pas chargé, et de plus qu'il était d'une construction si primitive que lorsque qu'il fut chargé, il est probable qu'il ne serait pas parti. Sa Majesté fut roturée très calme, et a montré le même courage qu'il a déjà déployé en semblable occasion. L'auteur de cette folle tentative est un jeune homme de 19 à 20 ans qui a déclaré se nommer O'Connor. Son langage est des plus imprécations. Il a été arrêté et, il a aussi été créé à la reine de la mort pour la présentation du décret amendant les lois. Signez en amont ! Presque au même instant, il fut évidemment renversé d'un coup de poing par le prince Arthur, qui se trouvait dans la voiture avec la reine. O'Connor dit que son intention était d'effrayer la reine pour la force à rendre justice à l'Irlande.

Londres, 1^{er} mars. — La tentative d'assassinat contre la reine est le sujet de toutes les conversations. C'est le grogn de la reine, John Brown, qui a arrêté le coupable. L'individu arrêté pour la tentative contre la reine est le petit fils de Charles O'Connor, l'un des chefs du mouvement chartiste il y a une trentaine d'années. Les personnes suscitées par sa personne indiquent clairement qu'il a respecté la reine.

Londres, 2 mars. — La reine Victoria a adressé une lettre à lord Gladstone le priant de rendre publics les accords de reconnaissance qu'elle éprouve pour le peuple anglais qui lui a montré une si grande sympathie à l'occasion de la fête d'actions de grâce.

La direction des ballons.

On lit dans le *Censoir* du 3 février :

Depuis longtemps on parle de l'invention de M^r Dupuy de Lôme; bien à juste la toute première expérience. La tentative a été honnête et le grand pas a été fait. On pourrait presque dire le problème est résolu.

L'aérostat qui s'est envolé hier dans la cour du nouveau fort de Vincennes a la forme d'un œuf monstrueux (75 mètres de long sur 18 de large) au centre est attaché la nacelle, qui a six mètres de longueur et 1 mètre 40 de hauteur. A l'arrivée de l'aéroplane, se déploie une voile triangulaire, et à l'extrémité de la nacelle est attachée une hélice dont les deux bras ont chacun 10 mètres d'envergure. Ils sont mis en mouvement par la manivelle d'un arbre de coude qui a son extrémité par six hommes.

A l'intérieur du ballon il y a trois secondes aérostats concentriques auquel est déposée des coquilles d'œufs, et c'est à ces dernières que l'aérostat est suspendu.

L'enveloppe de l'aérostat est triple : soie, caoutchouc et soie. Celle dernière, à l'extérieur, a l'extérieure, a coûté 118.000 fr. Quarante centaines sacs de terre de 15 kilos, attachés aux flans maintenaient le ballon, dont la force ascensionnelle est de 7.000 kilog.

Le gonflement avait duré trois jours. Cette lenteur s'explique par l'emploi exclusif de l'hydrogène, apporté dans des bonbonnes démontables.

A une heure et demie, M^r Dupuy de Lôme, M^r Zéid, l'ingénieur, des sociétés d'assurances, des ouvriers, et une quinzaine personnes, sont montés dans la nacelle, on a largué les câbles, et l'aérostat s'est élancé dans l'espace avec une rapidité vertigineuse. Arrivé à une hauteur de sept à huit cent mètres, le ballon s'est arrêté, a tourillé lentement sur lui-même, puis poussé par le vent, s'est dirigé vers le nord-est.

Cette manœuvre a été attribuée au jeu des appareils. Au moment

du départ la musique militaire jouait. Tout l'état-major des troupes casernées à Vincennes assistait à la cérémonie. Le général Riffault,

commandant de l'école polytechnique, accompagné de deux officiers

